

Actualité jurisprudentielle

Bernard Gauriau

Agrégé des facultés de droit

Avocat au Barreau de Paris



Introduction

- Réforme du dialogue social et jurisprudence

- Portage salarial

- Cass. Soc. 4 février 2015, n°13-25.627

- Ordonnance n°2015-380 du 2 avril 2015 relative au portage salarial

- Décret n° 2015-654 du 10 juin 2015 relatif à la mise en œuvre de la réforme de la représentativité patronale



PREMIERE PARTIE :

Les relations individuelles du travail

- CHAPITRE 1 : Le contrat de travail



– Section 1 : L'existence et la formation du contrat de travail

- Le contrat à durée indéterminée
- Le contrat à durée déterminée
 - Cass. Soc. 25 mars 2015, n°13-27.695
- Le contrat de travail temporaire
 - Cass. Soc. 11 mars 2015, n°12-27.855



– Section 2 : Les clauses du contrat de travail

- Clause de garantie d'emploi
 - Cass. Soc. 15 avril 2015, n°13-21.306; 13-22.469
- Clause de non-concurrence
 - Cass. Soc. 11 mars 2015, n°13-22.257



– Section 3 : Les pouvoirs du chef d'entreprise

- Cass. Soc. 11 février 2015, n°13-22.978
- Cass. Soc. 11 février 2015, n°13-16.457
- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-23.857
- Cass. Com. 10 février 2015 (les SMS), n°13-14.779



– Section 4 : La modification du contrat de travail

- Cass. Soc. 21 janvier 2015, n°13-22.963
(pour motif économique)

– Section 5 : Le maintien du contrat de travail

- Cass. Com. 10 février 2015 (les SMS), n°13-14.779



• CHAPITRE 2 : La rupture du contrat de travail

– Section 1 : La rupture du CDI

- La procédure de licenciement

- Cass.soc. 3 juin 2015 n° Z 14-12.245



- Le licenciement pour motif non économique
- Le licenciement pour motif économique
 - Conseil d'Etat 25 février 2015, n°375590
 - CAA Versailles, 4^e, 22 octobre 2014, n°14VE02408 (périmètre des critères d'ordre des licenciements)
 - Loi Macron.
 - Cass. Soc. 9 décembre 2014, n°13-12.535 (examen médical et obligation de reclassement)
 - Cass. Soc. 11 février 2015, n°13-23.573
 - Cass. Soc. 11 mars 2015, n°13-11.590



– Section 2 : Le licenciement nul

– Cass. Soc. 19 novembre 2014, n°13-23.643
(allocations chômage)

– Section 3 : La mise à la retraite et le départ à la retraite

– Section 4 : La démission



– Section 5 : La prise d’acte
(Résumé de la jurisprudence des arrêts du 26 mars et du 12 juin 2014)

- Cass. Soc. 11 mars 2015, n°13-18.603
- Cass. Soc. 15 avril 2015, n°13-27.211

– Section 6 : L’action en résiliation judiciaire



– Section 7 : La rupture conventionnelle

- Cass. Soc. 30 septembre 2014, n°13-16.297 (période suspension ATMP)
- Cass. Soc. 25 mars 2015, n°14-10.149
- Cass. Soc. 15 octobre 2014, rejet n°11-22.251 (champ d'application)
- Cass. Soc. 10 décembre 2014, n°13-22.134 (indemnités)
- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-15.551 (et procédure disciplinaire)
- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-23.348
- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-20.549 (et clause de non concurrence !)



– Section 8 : La cessation anticipée d'activité

- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-21.832
- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-26.175
- Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-20.486



SECONDE PARTIE :

Les relations collectives du travail

– Section 1 : Les conditions de travail

- Durée et temps de travail
 - Cass. Soc. 4 février 2015, n°13-20.891
 - Cass. Soc. 18 mars 2015, n°13-16.369
- Rémunération



- Egalité de traitement / Discrimination
 - Cass. Soc. 27 janvier 2015, n°13-22.179
 - Cass. Soc. 27 janvier 2015, n°13-17.622
 - CJUE 26 février 2015
- Harcèlements
 - Cass. Crim. 17 mars 2015, n°13-87.037
 - Cass. Soc. 11 mars 2015, n°13-18.603



- Hygiène et sécurité, accident du travail et maladie professionnelle
 - Cass. Soc. 4 février 2015, n°14-13.646
 - Conseil d'Etat Ordonnance du 13 mars 2015, comité d'entreprise du siège de l'Ifremer
 - Cass. Soc. 3 mars 2015, n°13-26.258
 - Cass. Soc. 5 mars 2015, n°13-26.321



– Section 2 : La représentation du personnel

- Elections
 - Cass. Soc. 28 janvier 2015, n°14-14.345
 - Cass. Soc. 10 décembre 2014, n°14-60.447 (liste)
- Niveaux de représentation



- Les syndicats
 - Cass. Soc. 28 janvier 2015, n°13-24.242
 - Cass. Soc. 16 décembre 2014, n°13-22.308
- Le statut protecteur des salariés protégés
 - Conseil d’Etat 27 mars 2015, n°368855



– Section 3 : Les conventions et accords collectifs

– Cass. Soc. 11 février 2015, n°13-13.689

– Conseil d'Etat 24 février 2015, n°370629

– Section 4 : Les conflits collectifs

– Cass. Soc. 11 février 2015, n°13-14.607

